



ASSOCIATION DE DÉFENSE ET DE DÉVELOPPEMENT DU BEAUJOLAIS VERT ET DU VAL D'AZERGUES

à l'attention de Mesdames et Messieurs les élus
du Beaujolais-Vert et de la vallée d'Azergues

Le 20 janvier 2016,

Préambule

La présente note a été rédigée collectivement par des membres de l'association ADD BV VA*, en lien avec un comité d'experts. Tous sont, ou ont été, élus municipaux et fortement attachés au développement harmonieux de notre territoire.

Ce courrier s'adresse prioritairement aux élus de la vallée d'Azergues (soit environ 700 personnes de Ranchal à Chazay) et à nos conseillers départementaux. Il est également destiné à tous nos partenaires et représentants du territoire (M. le Préfet, la DREAL, nos députés et sénateurs, nos conseillers régionaux, nos délégués communautaires, le Syndicat mixte du Beaujolais).

Bref rappel de la situation

En mars 2013, la société VICAT a tenté d'acheter confidentiellement au Conseil général le domaine de Longeval et de Pully (un château et 87 hectares de forêts sis à Saint Just d'Avray et Chambost-Allières) pour y créer une carrière susceptible de fournir annuellement 500 000 tonnes de granulats. Les communes du voisinage n'ont été prévenues qu'après coup et les élus de la vallée d'Azergues n'ont pas été consultés.

Le projet d'installer cette carrière de granulats au cœur de la Vallée d'Azergues a été suspendu fin 2013 par l'annulation du compromis de vente mais la menace n'est pas écartée. Il semble qu'elle veuille ressurgir prochainement puisque la société VICAT a demandé à rencontrer les maires de Chamelet, Chambost-Allières et Saint Just d'Avray début février.

Nous craignons que ce projet ne soit, une fois encore, caché à la population. Aussi, nous croyons devoir vous adresser personnellement, pour votre information, une courte note présentant la situation. Il s'agit d'un courrier d'alerte, un appel à la vigilance.

Nous vous remercions par avance de votre bienveillante attention.

Nous ne manquerons pas de vous tenir informés.

* voir précisions en fin de note

Qui sommes-nous ?

En mai 2013, la découverte «fortuite» du projet VICAT a choqué et a fait émerger une forte résistance de la part de la population concernée. Les habitants se sont inquiétés des lourdes conséquences environnementales et économiques qui en résulteraient. En quelques semaines, une association de plus de 800 personnes s'est mobilisée pour faire face à ce projet de carrière.

Jusqu'à présent, la position des opposants que nous sommes a été l'action juridique, l'analyse des risques, l'information de la population locale par des réunions publiques et la recherche du dialogue avec les élus. Nous sommes restés calmes mais déterminés, et nous avons finalement été entendus par le Conseil général de l'époque.

Une éventuelle reprise du projet VICAT pourrait enflammer tout le bassin versant de notre vallée (Haute Azergues et Pierres Dorées). La zone aval est notamment très concernée, mais elle n'a pas été informée en 2013 et n'a pas encore pris conscience du risque.

Pourquoi s'adresser aux élus ?

Sur un territoire, l'arrivée brutale d'un projet industriel « supposé destructeur » comme celui-ci, pose des questions difficiles qui concernent tous les citoyens et particulièrement les élus :

Comment prendre la mesure de l'intérêt général (notre besoin estimé en granulats / les éventuelles menaces sur notre vallée) et celle des intérêts particuliers (réaction de défense des riverains / volonté de profit d'un industriel) ?

Comment analyser de façon rationnelle les risques ou les opportunités pour le territoire de ce type de projet ?

Comment confronter les impacts prévisibles d'un projet industriel qui s'invite sur un territoire à la politique de développement que les élus ont définie pour ce territoire (SCOT, PLU, Plan climat, projets LEADER, TEPOS, LETSGO, GEOPARK, Agenda 21, etc.)

Si le projet a un impact clairement négatif sur le territoire, comment s'en préserver ?

Les élus sont toujours les premiers à être sous le feu des questions lorsqu'un tel projet se profile. Ils doivent donc être informés et pouvoir participer à la réflexion.

Quels seraient les impacts d'une carrière à Longeval/Pully ?

Nous n'avons pas souhaité faire de cette note une litanie amère contre le projet de carrière.

En ce qui la concerne, notre association a procédé à des enquêtes relatives aux conséquences qui résulteraient de l'implantation d'une carrière au cœur de la vallée d'Azergues. L'essentiel des nuisances est rappelé de façon synthétique sur le site www.add-beaujolaisvert-valdazergues.fr.

Nous avons vainement cherché des avantages à ce projet, mais hormis les quelques offres avantageuses que la société VICAT ne manquerait pas de faire aux communes voisines, nous n'en avons pas trouvé.

Une précision importante toutefois : côté emploi, le bilan sera forcément négatif. Une carrière est une structure très automatisée nécessitant peu de personnel mais ayant un effet destructeur sur la vie économique locale.

Des menaces différentes selon les communes...

Placé au cœur de la vallée d'Azergues et aux portes du Beaujolais vert, ce projet de carrière est un objet économique à très forte perturbation. En menaçant l'environnement, la mobilité et le développement économique, il dénature la ressource essentielle du territoire (attractivité, cadre de vie), étouffe sa principale voie d'accès (D385) et donc hypothèque son avenir.

Selon que vous vous situez du côté des Echarmeaux ou plutôt vers Civrieux, le type de nuisances varie considérablement.

L'amont sera plus concerné par les risques sur la santé liés aux poussières fines, par la perte de son attractivité et par un sérieux coup de frein économique. Il souffrira peu des camions mais sera bloqué comme tout le monde dans les bouchons de la D385.

L'aval sera plus impacté par le passage de très gros camions (44 tonnes) qui sont une source évidente d'accidents, autant dans les villages que sur les portions rapides. L'accessibilité, déjà difficile à certains horaires, sera fortement dégradée. Et puis les camions nuisent fortement à l'état des routes et à celui de nos poumons...

La zone de proximité « Longeval/Pully » aura tous les inconvénients au niveau le plus élevé avec en prime le bruit, les vibrations, la destruction du paysage et la mise en péril des activités économiques directement empêchées par le projet.

Mais prenons un peu de hauteur...

Quelles sont les valeurs fortes du territoire Beaujolais Vert / Vallée d'Azergues ?

C'est un véritable « Poumon vert » aux portes de la Métropole

Sa ressource principale : l'attractivité du territoire, l'image d'une qualité de vie à travers les paysages, le calme, le bien-vivre, l'accueil

Son ambition : installer des entreprises innovantes, devenir un éco-territoire, développer une économie collaborative et résolument moderne

Son modèle : développement local, développement durable, maillage social et générationnel

Le mode de gouvernance souhaité : démocratie, transparence, participation des acteurs locaux

Quel avenir pour ce territoire à 10 ans ?

A proximité de la dynamique économique et culturelle de la région lyonnaise, notre territoire est très lié à l'espace métropolitain. L'interdépendance ville/campagne y est forte mais depuis quelques années le système se modifie. Attirés par le cadre de vie, les possibilités de télétravail (très haut-débit) et une accessibilité encore convenable... la tendance est à la reconquête des campagnes et des friches artisanales ou industrielles.

Pour réussir harmonieusement, notre bassin de vie (Beaujolais vert et vallée d'Azergues) devra s'adapter (améliorer la mobilité, développer les nouvelles technologies) et surtout préserver son attractivité (nature, cadre et rythme de vie).

Ce développement a fait l'objet de plusieurs études et prospectives, la plupart des orientations en sont définies dans le SCOT, dans les PLU ou dans le Plan Climat. Elles sont portées par des structures territoriales telles que le Syndicat mixte du Beaujolais ou le GAL Beaujolais Vert. Plusieurs chartes ou programmes y ont déjà contribué (LEADER, Beaujolais-Vert votre avenir, Villages d'accueil, etc.).

Par ailleurs, le territoire du Beaujolais est candidat à plusieurs projets innovants et participatifs (TEPOS, LETSGO, GEOPARK, Agenda 21, et bien d'autres).

Tous ces programmes s'inscrivent dans une démarche de développement durable et d'aménagement du territoire. L'intrusion d'un ambitieux projet de carrière sur la Vallée d'Azergues et aux portes du Beaujolais vert vient à l'inverse de ces initiatives et les fragilise.

Pour mener à bien ce développement, les communes et les communautés de communes sont aux premières loges. A tous les niveaux du territoire, les élus ont un bilan et un programme à défendre.

Aussi, nous demandons l'appui des élus et de la population pour repousser ce projet de carrière destiné au bénéfice d'un seul industriel (VICAT), et pour soutenir un développement moins destructeur, plus innovant et dont les objectifs prioritaires seraient :

- L'accueil de nouveaux entrepreneurs, porteurs d'emplois et intégrant le respect de l'environnement au cœur de leur modèle d'entreprise
- La préservation de l'attractivité du territoire et de son accessibilité
- Le développement d'une offre culturelle et touristique

--oOo--

Précisions sur l'évolution de notre association et sa composition.

Nous étions 29 personnes réunies le 8 juin 2013 pour créer l'ADD BV VA, mi-juillet nous étions déjà 300 adhérents, 500 début septembre et 800 fin 2013. Aujourd'hui nous sommes 842.

842 personnes, cela équivaut à la population moyenne d'un de nos villages. Or nos adhérents sont tous majeurs (électeurs) et pour la plupart en activité (90% ont entre 25 et 65 ans), nous avons souvent une seule adhésion pour toute une famille. Ces 842 adhérents représentent donc bien plus qu'un village, ils sont la part la plus active d'un bassin de vie, ce sont des citoyens responsables et soucieux de leur avenir, souvent actifs dans les associations. Beaucoup sont ou ont été des élus. Ils ont choisi de réfléchir sérieusement et par eux-mêmes aux impacts de ce projet de carrière et souhaitent faire connaître leurs arguments. Ils représentent aussi des entreprises, leur personnel et leurs clients.

Une précision importante : en 2013, nous avons limité nos réunions d'information au tronçon Lamure-Ternand. Ayant stoppé nos actions publiques en octobre 2013 lorsque le compromis de vente à VICAT a été dénoncé par le Conseil général, nous n'avons pas informé l'ensemble

de la population qui emprunte la Vallée d'Azergues, ce que nous ferons évidemment si le projet réapparaît.